

LA CRISE MONDIALE ET LE
DEFI LATINOAMERICAIN

CARLOS OMINAMI^(*)

Communication au Colloque "Pouvoir Politique et Economie
Mondiale", Université Laval, 27 et 28 septembre 1984,
Québec, Canada.

(*) Chargé de Recherches, CNRS-CEREM.

LA CRISE MONDIALE ET LE DEFI LATINOAMERICAIN

INTRODUCTION

Par son poids au sein du Tiers-monde et de l'économie mondiale, l'Amérique Latine nous semble appelée à jouer un rôle majeur dans la recherche de nouvelles perspectives pour les pays en développement et par là dans la transformation des relations économiques internationales.

Voeux pieux ! rétorqueront certains. Acculée à la faillite financière, plongée dans une récession comparable seulement à celle des années 1930, soumise à la vigilance toujours attentive du F.M.I., l'Amérique Latine, nous dira-t-on, n'a pas les moyens de ses ambitions.

Nous n'en sommes pas persuadés. Les crises, c'est bien connu, sont des processus foncièrement contradictoires ; négation et affirmation, destruction mais aussi construction de rapports nouveaux sont des éléments inhérents à toute situation de crise. Son issue n'a donc rien de prédéterminée ; elle est au contraire fonction des résultats de diverses confrontations actuellement en cours : entre le Nord et le Sud, entre la mondialisation et l'autonomie nationale, entre la démocratie et l'autoritarisme. C'est en ce sens que la reconnaissance d'un défi latinoaméricain s'avère à nos yeux pertinente.

Le défi latinoaméricain ne se conçoit que dans une perspective globale : économique et politique, sociale et idéologique. Sur le plan économique, la crise qui secoue la région est l'occasion d'une remise en cause radicale des stratégies de développement qui se sont déployées tout au long des années 1970. Les formes de l'accumulation domestique de même que les modalités d'insertion internationale du continent qui lui avaient permis de faire face aux turbulences de l'économie mondiale, semblent avoir épuisé leur dynamisme. Dès lors, la question d'un changement substantiel de ce que l'on a coutume d'appeler le style de développement, devient inéluctable. Et l'on aurait sans doute tort de réduire une telle réorientation à un problème purement technique, borné à un choix entre différentes possibilités d'optimisation. Du moment qu'il s'agit -comme nous le pensons- d'articuler les variables propres à l'efficacité technique avec celles de l'efficacité sociale, le défi économique se double d'un défi politique. La définition d'un horizon stable pour la croissance et l'investissement, la mobilisation de l'ensemble des énergies sociales disponibles ainsi que la maximisation de leurs efforts, sont en effet autant de nécessités qui interpellent directement l'organisation du système politique. Si elle réussit à enterrer définitivement les démons de l'autoritarisme et les complexes hérités d'une histoire de subordination, l'Amérique Latine pourrait raisonnablement aspirer à occuper une place décisive dans le processus de démocratisation du Tiers-monde et de l'actuel ordre économique international.

On s'en doute, un traitement exhaustif de tous les aspects de cette problématique va bien au-delà des limites de cette communication. Tout en nous plaçant dans la perspective que l'on vient d'évoquer, nous voudrions nous concentrer ici sur l'analyse des éléments les plus directement impliqués par la redéfinition qui, dans la crise, s'impose aux modalités d'insertion

internationale des économies de la région. Pour y parvenir, après une présentation succincte de la place de l'Amérique Latine dans l'économie mondiale (section I), on s'attachera dans la section II à développer une caractérisation de la crise ou plutôt des crises dont la région est actuellement le théâtre, ce qui nous permettra d'esquisser dans la section suivante (III) une analyse des alternatives d'insertion internationale qui s'ouvrent aux économies latino-américaines. Enfin, en conclusion, nous chercherons à dégager un certain nombre d'enseignements concernant le rôle aussi bien économique que politique que désormais l'Amérique Latine pourrait être appelée à jouer.

I. L'AMÉRIQUE LATINE DANS L'ECONOMIE MONDIALE

Il existe sans doute un rapport assez direct entre le poids économique des pays et leurs possibilités d'intervention sur la scène internationale. En ce sens, l'Amérique Latine occupe sans doute une position privilégiée parmi les différentes régions du Tiers-monde.

Vers 1980, son P.I.B. (736 milliards de dollars) représentait aux environs de 10 % du produit mondial et 40 % du produit du Tiers-monde (C.E.P.I.I., 1983). Comparativement aux autres zones en développement, le P.I.B. de l'Amérique Latine était presque quatre fois supérieur à celui de l'Afrique Noire (192 milliards) et devançait très largement celui des pays appartenant au monde arabe (450 milliards). Il en est de même par rapport à l'ensemble constitué par l'Asie du Sud et de l'Est (505 milliards), malgré la croissance particulièrement rapide d'un certain nombre de pays qui en font partie.

Le poids relatif de l'Amérique latine résulte principalement de l'ampleur prise par l'industrialisation.

Avec une histoire industrielle déjà ancienne, l'Amérique Latine est au sein du Tiers-monde, le continent ayant atteint le plus haut degré d'industrialisation. Ainsi, considérée au sens large^{1/}, l'industrie y occupait, au début des années 1980, 27 % de la population économique active.

La répartition géographique des investissements directs, fait également ressortir la place centrale de cette région. Disposant de presque 60 % du stock total d'investissement directs dans le Tiers-monde^{2/}, elle se situe loin devant l'Asie (30.3 %) et l'Afrique (12.4 %).

Une situation semblable peut être constatée sur le plan des finances internationales. En faisant amplement appel à l'euro-marché, l'Amérique Latine a réussi à drainer la plus grande partie des ressources recyclées par le système bancaire vers le Tiers-monde. La contrepartie de ce processus est une dette extérieure de l'ordre de 350 milliards de dollars, qui représente aux alentours de la moitié de la dette des pays en développement (O.C.D.E., 1984). Par les charges qui en découlent, l'endettement constitue certes un facteur d'affaiblissement; il n'en demeure pas moins que les risques qu'il fait peser à la stabilité du système financier international, confèrent, surtout aux gros débiteurs, un pouvoir de négociation qui n'est pas négligeable. Il y a là un exemple typique d'une situation de double captivité entre des pays du Nord et du Sud.

^{1/} Secteur manufacturier, B.T.P. et transports (IGLESIAS, 1981).

^{2/} Données correspondantes à 1978 (C.T.C., 1983).

L'importance de la région, aussi bien dans la production mondiale que dans les finances et les investissements internationaux, n'a pas toutefois une traduction comparable sur le plan des échanges commerciaux. Avec seulement 5.5 % des exportations mondiales, l'Amérique Latine se situe loin derrière les pays arabes (12.5 %) ; elle a été également devancée dans la période récente par les pays de l'Asie du Sud et de l'Est (6.9 %). Cette assymétrie traduit la faiblesse de la vocation exportatrice de la croissance latinoaméricaine. Il importe toutefois de ne pas la surestimer, car la régression de l'Amérique Latine dans la hiérarchie des principaux exportateurs du Tiers-monde tient moins à une stagnation absolue de son commerce extérieur qu'à l'impact de deux évènements exceptionnels : les chocs pétroliers et la percée remarquable des exportations industrielles des pays du Sud-Est asiatique. Sous certaines conditions, que nous essayerons d'explorer, la faiblesse de l'intégration commerciale de la région à l'économie mondiale, peut néanmoins constituer, compte tenu de nouvelles tendances prévalentes sur la scène internationale, la condition permissive d'un développement plus auto-centré. Mais avant d'y arriver, une mise au point, concernant la nature des crises que connaît actuellement la région, s'impose.

II. LES CRISES DE L'AMÉRIQUE LATINE^{1/}

Contrairement à la Grande Dépression des années 1930, le déclenchement de la crise à la fin des années 1960 n'a pas mis en oeuvre des mécanismes de propagation automatique vers les pays en développement, de la récession dans les pays développés. Plus encore, son impact largement

^{1/} Les thèmes abordés dans cette section sont analysés avec plus de détails in OMINAMI (1983) et OMINAMI (1984).

différencié dans les économies du Nord et du Sud, tout au long des années 1970, souligne son originalité par rapport aux formes de diffusion internationale des crises observées dans le passé.

Alors que la plupart des pays capitalistes développés connaissent à partir de 1967 une rupture de la croissance qui ira en s'approfondissant après le premier choc pétrolier, dans le Tiers-monde, celle-ci expérimente même une certaine accélération comparativement aux tendances précédentes. Inscrits dans un trend sensiblement proche au cours de la période 1960-68, l'émergence de la crise entraîne une nette divergence dans les rythmes de la croissance entre le Nord et le Sud. Pour l'ensemble de la période 1968-79, l'expansion du P.I.B. dans les pays en développement atteint un taux presque deux fois supérieur (6.2% annuel) à celui des économies capitalistes développées (3.5 %). L'expansion rapide de l'Amérique latine au cours de cette période (6.3 %), constitue un aspect essentiel de la progression de la croissance dans le Tiers-monde considéré dans son ensemble.

Le contraste entre pays développés et en développement au niveau de la croissance, exprime une divergence majeure entre leurs modalités d'ajustement des principales variables macro-économiques. Dans les économies développées, la crise provoque un ralentissement sensible de la production et simultanément une accélération générale du mouvement des prix. C'est bien de la configuration d'un cadre nettement stagflationniste qu'il s'agit. Si une poussée inflationniste encore plus forte se vérifie dans la plupart des pays en développement, elle ne relève pas de la même dynamique ; il s'agit dans ce cas de la poursuite inflationniste de la croissance.

Le tournant de la décennie coïncide néanmoins avec une brusque détérioration de la situation économique mondiale. Après une décennie hors la crise, les pays en développement s'enfoncent eux aussi dans des processus récessifs aux conséquences sociales parfois dramatiques. La dépression tend ainsi à se généraliser à l'ensemble de l'économie mondiale. A la crise déjà ancienne du Nord viennent s'ajouter les crises du Sud. La convergence des crises constitue un trait caractéristique de la période actuelle.

Si d'une façon générale, la récession atteint l'ensemble des économies du Sud, son impact reste très inégal suivant les différentes régions. Par son intensité, la récession latinoaméricaine est sans doute exemplaire. Le retournement de tendance s'est ici opéré d'une façon extrêmement brutale, plongeant dans une crise profonde des économies ayant fait preuve d'un grand dynamisme tout au long des années 1970. De 5.6 % en 1980, le taux de croissance du P.I.B. de la région chute à 1.4 % en 1981 pour devenir négatif aussi bien en 1982 (- 1.2 %) qu'en 1983 (-0.2 %). Pour sa part, la production manufacturière subit une contraction encore plus aiguë, son taux de croissance passant de 5.3 % en 1980 à - 2.6 % en 1982 et à - 2.7 % en 1982. De même, le taux de chômage (ouvert) qui entre 1970 et 1980 avait connu une légère diminution, grimpe à 7.4 % en 1982, tandis que le nombre de chômeurs déguisés monte de 23 à 27 millions de personnes, suivant les estimations du PREALC (1983).

Tous les indicateurs font ressortir sans ambiguïté l'ampleur exceptionnelle de la récession que connaissent la plupart des économies latinoaméricaines. Il n'en va pas de même dès lors qu'il s'agit d'avancer une explication dépassant le simple constat empirique. Le débat autour des interprétations de la crise est sans doute capital : la définition de

projets alternatifs étant étroitement déterminée par la nature du diagnostic sur la situation présente.

L'émergence de la crise latinoaméricaine peut, certes, apporter un regain d'actualité aux vieilles thèses sur la "crise structurelle du capitalisme dépendant". Il s'agit là d'une voie d'approche qui a le mérite de la simplicité mais qui nous semble peu féconde. A cet égard, l'image de la montre depuis longtemps arrêtée qui par conséquent donne forcément l'heure exacte à un moment précis, peut être utilement rappelée. La vitalité dont ont fait preuve bon nombre d'économies de la région pendant les trois dernières décennies, rend en effet aléatoires les explications de la crise actuelle fondées sur un parti pris abstrait et atemporel.

De leur côté, le principal obstacle auquel se heurtent les différentes tentatives d'interprétation concrète de la crise latinoaméricaine, réside dans la difficulté de faire clairement la part entre l'impact des chocs exogènes et l'action de facteurs relevant spécifiquement de la logique de l'accumulation domestique.

En fait, la violence des chocs exogènes qui se sont abattus sur les économies de la région, a conduit à négliger le rôle des déterminants internes de la crise. Et l'interprétation qui en découle n'éclaire guère le débat autour des alternatives. Dès lors que l'accent est unilatéralement mis sur les facteurs extérieurs, la pertinence même d'un tel débat se trouve naturellement remise en cause. Tout au plus, la question des issues à la crise est réduite à un problème d'ajustement du secteur externe en attendant un revirement positif de la situation internationale. En revanche, une position active à l'égard de la crise actuelle ne peut venir

que d'une interprétation articulant la pluralité de facteurs qui y interviennent : nationaux et internationaux, financiers et productifs.

A juste titre, les analyses de la crise latinoaméricaine ont mis en avant sa dimension financière. En effet, le rôle des finances dans la diffusion internationale de la crise du centre ne fait pas de doute. Le durcissement, au début des années 1980, des politiques d'austérité mises en place dans les pays développés et notamment la nouvelle politique de l'administration nord-américaine, amènent un bouleversement radical sur la scène internationale. Combinant le laxisme budgétaire avec la restriction monétaire, la reaganomie provoque une hausse en flèche des taux d'intérêt et du cours du dollar. Si par son ampleur, la récession qui débute en 1980 est comparable à celle de 1974-75, les mécanismes qu'elle met en oeuvre relèvent d'une toute autre logique. Contrairement à cette dernière, la nouvelle récession prend la forme d'une crise déflationniste et non plus inflationniste avec un impact négatif sur le niveau de la liquidité internationale. Le monétarisme central avait ainsi sapé les bases de l'économie d'endettement international (PALLOIX, 1979 ; AGLIETTA, 1982) qui s'était constitué durant les années 1970. L'émergence d'une double contraction, commerciale et financière, qui se diffusera à l'ensemble de l'économie mondiale, en est la conséquence directe.

De prime abord, l'impact particulièrement dévastateur des chocs exogènes sur la plupart des économies latinoaméricaines tient à la situation de surendettement. Certes, l'accroissement brutal des charges qui découlent d'une dette colossale, a joué un rôle capital dans l'étranglement financier de la région. Il semble cependant difficile d'en rester là.

La contrainte financière ne pèse pas uniformément sur toutes et chacune des économies de la région. Dans certains cas -rares- une politique d'endettement plus circonspecte a réussi à modérer l'impact de la hausse des taux d'intérêt et de la surévaluation de la devise nord-américaine. La Colombie en est le principal exemple.

Par ailleurs, parmi les pays très endettés, au moins deux situations très différentes, doivent être soulignées. D'une part, dans les pays ayant suivi une approche dite instrumentale (BACHA, 1983) l'endettement a été subordonné aux nécessités de l'accumulation. Dans ce cas, illustré principalement par le Brésil et le Mexique, la progression de la dette, tout au moins jusqu'à la fin des années 1970, est allé de pair avec la constitution d'une industrie relativement puissante. Toute autre est la situation des pays dans lesquels le recours à l'endettement a été conçu comme un instrument de la régulation globale. L'ouverture financière (et commerciale) de l'économie a été ici définie fondamentalement comme un moyen de lutte contre l'inflation sans qu'aucun principe d'articulation entre les ressources externes et l'investissement domestique n'ait été mis en oeuvre. L'Argentine et le Chili sont représentatifs de cette situation. A la différence du cas précédent, l'endettement galopant s'est accompagné d'un processus de desindustrialisation particulièrement intense (OMINAMI, 1984).

Plus généralement, on peut avancer l'idée que les modalités de l'accumulation interne de chaque économie engendrent différentes formes de crise. Schématiquement, quatre types de crises peuvent être identifiés.

D'une part, les crises propres aux économies pré-industrielles, situées principalement en Amérique Centrale. Le poids écrasant de la population agricole et la place marginale de l'industrie manufacturière constituent

les caractéristiques fondamentales de l'accumulation qui s'y déroule. Leur dépendance massive à l'égard d'un nombre réduit d'exportations de biens primaires, rend ces économies extrêmement vulnérables aux aléas de la conjoncture internationale. Les chocs exogènes sous forme principalement commerciale (baisse de la demande et chute des cours des matières premières) jouent ici à plein dans le déclenchement des crises.

D'autre part, les crises que connaissent surtout les économies de taille moyenne de l'Amérique du Sud (Pérou, Colombie, etc.) renvoient aux limites propres à l'industrialisation intravertie. Dans ce type d'économies, le développement de l'accumulation suppose deux conditions fondamentales. Il faut assurer, d'un côté, une croissance régulière de la demande interne et de l'autre, dégager un solde extérieur afin de financer les inputs et les équipements nécessaires à l'industrialisation. La faible capacité d'exportation de l'industrie et la dépendance à l'égard du secteur primaire-exportateur qui s'ensuit, traduisent la différence entre une industrialisation auto-centrée et une industrialisation intravertie. Dans ce cas, les crises résultent d'un ensemble plus complexe de déterminants : chocs externes sous forme commerciale mais aussi financière (crise de l'endettement), faiblesse de la productivité industrielle, étroitesse des débouchés, etc.

Par ailleurs, la situation particulière de l'économie vénézuélienne met en évidence un troisième type de crise, liée en priorité aux effets pervers d'une accumulation soumise à la logique de la rente pétrolière. En effet, l'accroissement des disponibilités financières et le gonflement de la capacité d'importation sont à la base d'un processus de pétrolarisation (SID AHMED, 1983) croissante de l'économie. La pétrolarisation

désigne une distorsion structurelle suivant laquelle la dépendance vis-à-vis du brut va se trouver progressivement renforcée. On assiste ainsi à une régression absolue de l'activité dans le secteur non pétrolier de l'économie et notamment dans l'agriculture. De même, en raison de la détérioration de la compétitivité internationale des autres produits auparavant exportés, la polarisation de la structure des exportations sur le pétrole, augmente considérablement ; d'un rôle dominant, les exportations pétrolières en viennent à jouer un rôle presque exclusif dans le commerce extérieur du pays. L'accoutumance du système à une grande disponibilité de ressources fait que tout retournement de conjoncture sur le marché mondial de l'énergie, se répercute directement sur le niveau de l'activité interne comme cela s'est produit à partir de 1981.

Enfin, le Brésil et le Mexique illustrent l'existence d'une crise qui nous semble être très largement spécifique à des économies ayant atteint un degré de développement qui n'admet pas de comparaisons avec le reste de la région. Ici, par delà la crise de la dette, c'est finalement le décalage entre l'introduction massive des industries fordistes et la maîtrise insuffisante du mode de régulation sociale qui leur est propre (LIPIETZ, 1982), qui est essentiellement en cause.

Un enseignement majeur se dégage de l'analyse que l'on vient d'esquisser. A l'encontre des généralisations hâtives, il convient de reconnaître que chaque économie a la crise de sa structure. L'impact des chocs exogènes dépend donc du degré de vulnérabilité externe des économies concernées, laquelle est à son tour fonction de la plus ou moins grande cohérence des formes de l'accumulation domestique.

III - EXTRAVERSION OU AUTOCENTRAGE ?

Dans la logique de l'analyse précédente, une position active face à la crise, appelle une action à un double niveau. D'une part, il s'agit de renforcer les moyens permettant d'infléchir la situation internationale dans un sens favorable aux exigences du développement. Assurer une plus grande densité aux initiatives visant à établir un nouvel ordre économique international (N.O.E.I.), est aujourd'hui une nécessité d'autant plus urgente que les tendances en oeuvre menacent de compromettre durablement toute perspective de croissance rapide et soutenue des économies en développement. S'ils se poursuivent, les progrès réalisés par les pays de l'Amérique Latine en vue d'affronter collectivement le problème de la dette, pourraient introduire une nouvelle donne dans la confrontation/négociation sur le N.O.E.I., actuellement dans l'impasse.

Si importante soit-elle, la négociation internationale ne saurait suffire. Il faut parallèlement envisager une réorientation des stratégies de développement de façon à réduire la vulnérabilité externe. En dépit de l'hétérogénéité qui caractérise les pays du Tiers-monde en général et ceux de l'Amérique Latine en particulier, il y a là un point majeur de convergence au sein du monde en développement.

A cet égard, la question cruciale qui se pose se ramène au dilemme extraversion ou autocentrage. Ce choix est d'autant plus difficile qu'a priori il ne peut pas être réduit à une opposition manichéenne entre stagnation et croissance. En effet, ainsi qu'il est parfaitement possible de concevoir une croissance forte dans le cadre d'une extraversion accrue,

un processus d'autocentrage peut très bien déboucher sur la rupture des ressorts de l'accumulation.

Le problème de l'autocentrage ne doit pas être posé dans des termes purement idéologiques, qui ont conduit à l'échec de nombreuses tentatives. La recherche d'une plus grande autonomie nationale ne signifie nullement qu'un pays doive se replier sur lui-même en vue de l'autarcie. Dans un monde dominé par les tendances à l'internationalisation, l'autonomie nationale doit être conçue en termes de maîtrise des structures internes de production et des relations externes que celles-ci entretiennent. L'autocentrage n'est donc pas un état absolu mais plutôt un processus permanent destiné à accroître les degrés de liberté dont dispose la mise en oeuvre de la stratégie de développement.

De ce point de vue, l'opportunité de l'autocentrage des économies latinoaméricaines, découle de la nature des contraintes, externes et internes, auxquelles est confronté le développement de la région.

On peut discuter éternellement sur les différences entre développement et croissance, mais en tout cas une chose est sûre : le développement passe par la croissance. Or celle-ci se heurte actuellement à de nombreux obstacles. D'abord, dans la majorité des pays de la région, le service de la dette, en opérant une ponction considérable sur les revenus extérieurs, diminue d'autant la capacité d'importation et par conséquent hypothèque toute possibilité de relance de l'investissement. En ce sens, la situation de l'Amérique Latine présente une spécificité qu'il importe de remarquer. En termes relatifs, c'est-à-dire l'encours de la dette rapporté au P.I.B., le niveau d'endettement des principales économies latinoaméricaines

n'est pas sensiblement supérieur à celui que l'on constate dans d'autres régions du Tiers-monde. La gravité de la situation de l'Amérique Latine tient en revanche à la proportion particulièrement élevée du service de la dette par rapport aux exportations (taux de service). Ainsi, pour ne donner qu'un seul exemple, l'Argentine et la Corée du Sud ont une dette extérieure d'un montant comparable (43 et 40 milliards de dollars respectivement). Comparativement à la taille de chaque économie (P.I.B.), la dette de la Corée est même légèrement plus grande. Mais, par contre, le taux de service de l'Argentine (132.8 %) était en 1983 presque six fois supérieur à celui de la Corée (23.4 %).

Fondamentalement, les crises financières de l'Amérique Latine constituent une sanction à des stratégies d'industrialisation caractérisées par un coefficient d'importations beaucoup plus élevé que le coefficient d'exportations. Autrement dit, il s'agit de la remise en cause d'un type de croissance qui requiert en permanence un volume d'importations qui devance très largement l'excédent d'exportation qu'elle dégage ; d'où, la nécessité en quelque sorte structurelle du financement externe.

Or, il est bien établi que les années à venir seront marquées par le maintien des restrictions pesant sur la liquidité internationale. De l'avis de tous les experts, l'ère du recyclage est définitivement révolue. Qui plus est, différentes études disponibles montrent que pendant les années 1980, les pays débiteurs doivent s'attendre à un transfert net de ressources durablement négatif (BANQUE MORGAN, 1983). Une projection concernant spécifiquement les économies latinoaméricaines (B.I.D., 1984), met en évidence que, même en supposant un scénario international plus favorable que l'actuel, le transfert net restera négatif jusqu'à la fin de la décennie.

Dès lors, la question d'une redéfinition stratégique devient incontournable. Si dans la période antérieure, il fallait s'endetter pour croître, à présent les pays sont contraints d'arrêter la croissance pour pouvoir payer leurs dettes. A moins que des événements aujourd'hui imprévisibles ne viennent changer radicalement le contexte international (par exemple : relance de l'inflation mondiale et dévalorisation massive des dettes), tout porte à croire à l'inévitabilité d'une telle redéfinition.

Théoriquement, la politique définie par le F.M.I. suppose la nécessité d'une augmentation des exportations afin de rééquilibrer les comptes extérieurs. Dans les faits, l'application de cette politique s'est soldée par un ajustement négatif ; l'essentiel de l'effort d'adaptation étant assuré non pas par l'accroissement des livraisons à l'extérieur mais au contraire par une compression brutale des importations.

La forte élasticité des importations par rapport à la croissance montre, à l'évidence, l'inadéquation de la solution imposée. La chute de l'activité qui résulte de la contraction des importations, empêche en effet les pays concernés de produire les moyens d'une nouvelle solvabilité. Ce cercle vicieux est caractéristique de la situation à laquelle sont confrontées la majorité des économies latinoaméricaines.

Il faut donc penser les conditions d'un ajustement positif permettant de relancer la croissance. Deux voies connexes nous semblent exister. D'une part, en transférant des ressources vers les secteurs producteurs de biens commercialisables à l'extérieur (C.E.P.A.L., 1984), il faut certes chercher à accroître le niveau des exportations. Rien ne permettra cependant de faire l'économie d'une diminution des importations. Ainsi, on est conduit

à envisager d'autre part, la mise en oeuvre d'une politique de substitution sélective et programmée des importations, par opposition à une compression anarchique et généralisée, comme cela a été le cas dans la période récente.

Il ne fait pas doute que les économies latinoaméricaines doivent améliorer la compétitivité de leurs exportations notamment manufacturières. Le potentiel industriel dont dispose la région devrait rendre possible une valorisation accrue de ses exportations sur les marchés internationaux. Néanmoins, compte tenu de la morosité qui caractérise le commerce mondial, de l'exaspération de la concurrence internationale et de la vigueur des réactions protectionnistes dans les pays développés, il paraît bien illusoire de s'attendre à ce que les pays de l'Amérique Latine puissent, dans un futur prévisible, augmenter d'une façon décisive leur part dans les exportations mondiales. Comme il a été noté ailleurs (MARTNER, 1983), nombre d'indicateurs suggèrent que l'articulation sur le plan commercial entre la région et les pays développés, en particulier avec les Etats-Unis, est entré dans une phase de stagnation chronique. En témoigne, entre autres, la sévérité des mesures protectionnistes prises par l'administration Nord-américaine à l'encontre des exportations latinoaméricaines (GRUNWALD, 1984).

En attendant l'émergence de nouvelles complémentarités avec les pays centraux, l'encouragement des échanges Sud-Sud et notamment du commerce intra-régional, devient une priorité stratégique. Malgré une histoire non exempte de frustrations, l'intégration régionale a fait des progrès indéniables en Amérique latine. De 8 % en 1960, la part des exportations intra-régionales sur le total est passé à 17 % en 1980. Il faut en outre remarquer que les principaux progrès ont été réalisés pendant les années 1960 ; la décennie suivante, caractérisée par l'internationalisation accrue de la

région, correspond à une période de relâchement des efforts d'intégration au niveau de l'ensemble du continent.

Pendant les années 1970, la croyance inébranlable dans les mérites de l'insertion à la division internationale du travail, a puissamment contribué à l'abandon de la politique d'intégration. Les pièges auxquels a finalement conduit une internationalisation mal maîtrisée, font que certaines idées que l'on croyait irrémédiablement caduques prennent une toute nouvelle actualité.

Dans le contexte actuel, l'intégration régionale peut devenir le point de convergence de deux exigences qui autrement risquent de s'avérer contradictoires. De même que la région apparaît comme l'espace le plus adapté pour favoriser l'apprentissage nécessaire au développement d'une capacité d'exportation de produits manufacturés, elle constitue le seul terrain dans lequel une politique de substitution aux importations, dotée d'un minimum d'efficacité, puisse être envisagée.

Les limites de la stratégie de substitution aux importations "dans un seul pays" sont bien connues. Il n'est donc pas question d'y revenir. Plus encore, l'ampleur des bouleversements technologiques en cours, obligent les pays qui refusent la marginalisation à prendre part à la révolution industrielle à laquelle nous assistons. Il est néanmoins évident que chaque pays pris isolément n'a pas les moyens d'entreprendre un investissement en recherche et développement (R & D) de l'importance que les circonstances imposent. Dans le prolongement de la politique de programmation industrielle dont le Pacte Andin a été l'initiateur, la coopération scientifique et technique entre les pays de la région, afin de jeter ensemble les bases d'une nouvelle étape de l'industrialisation, nous semble être la voie la plus prometteuse.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'AMÉRIQUE LATINE, D'UNE CRISE À L'AUTRE

Pour nombre de pays de l'Amérique latine, la Grande Dépression des années 1930 fut l'occasion d'un changement qui marquera d'une façon décisive leur développement ultérieur. La substitution aux importations, devenue par la suite la voie classique de l'industrialisation du Tiers-monde, a été en effet puissamment stimulée par l'impact d'une récession d'une ampleur sans précédent.

Or la dégradation de l'environnement international n'agit que comme un facteur permissif d'une évolution dont le destin final dépendra de la nature des ripostes internes. Ainsi, si certains pays tirent rapidement les leçons de la crise et s'engagent résolument dans la voie de l'industrialisation, d'autres demeurent en revanche tributaires du vieux modèle primaire-exportateur. C'est là la source d'un clivage durable entre les différents pays de la région.

En son temps, l'industrialisation par substitution aux importations fut une avancée considérable. En portant un coup sévère à l'idée que le travail industriel était réservé au pays centraux, elle marque en réalité le début de l'histoire économique moderne du Tiers-monde.

Cinquante ans après, un nouveau défi se pose. Désormais, il ne s'agit plus du démarrage d'un processus aujourd'hui largement entamé, mais de faire en sorte que les déceptions auxquelles a donné lieu l'industrialisation puissent être effectivement affrontées. Le défi est de taille puisqu'il faut accomplir plusieurs objectifs à la fois. En même temps qu'il s'agit

de remuer les obstacles qui s'opposent à la poursuite de l'industrialisation, il importe d'arbitrer les moyens permettant un partage équitable de ses bénéfices.

Dans la confrontation qui les oppose avec le Nord, la solidité de l'alliance entre les pays du Sud constitue une condition fondamentale de la réussite. Et pour y parvenir, il est essentiel que l'action des Etats se retrouve avec les aspirations des peuples.

Lors des années 1930, l'émergence de l'industrialisation latino-américaine est allée de pair avec la fin de la domination oligarchique. Néanmoins, les régimes populistes qui prennent la relève ne tarderont pas à mettre en évidence leurs limitations profondes. A présent, la crise économique de la région s'accompagne d'une évolution politique à maints égards encourageante. Alors que les régimes dictatoriaux tendent à disparaître, les démocraties résistent. L'idée que l'on pouvait faire coexister une économie ouverte avec une politique fermée (DIAZ-ALEJANDRO, 1983) fait crise de tous les côtés. L'impasse de l'internationalisation tous azimuts appelle aujourd'hui l'autocentrage et la déliquescence des dictatures, le renforcement de la démocratie.

Pendant trop longtemps, on a cru que la démocratie était un luxe hors de la portée des pays pauvres. Les dictatures ont cependant amplement déçu quant à leur capacité de favoriser la croissance et le développement. C'est donc à la démocratie de faire aussi la preuve de sa supériorité économique. Au fond, c'est ici que réside le véritable défi latinoaméricain.

Carlos OMINAMI
Paris, août 1984.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AGIETTA M. (1982)

Les configurations de l'économie mondiale, C.E.P.I.I., Paris.

BACHA E. (1983)

Apertura financiera y sus efectos en el desarrollo nacional in
R. FRENCH-DAVIS (éd.), Las relaciones financieras externas :
su efecto en la economía latinoamericana, Fondo de Cultura Económica,
Mexico.

B.I.D. (1984)

External Debt and Economic Development in Latin America.
Background and Prospects. Washington D.C.

C.E.P.A.L. (1984)

Adjustment Policies and Renegotiation of the External Debt.
E/CEPAL/G.1299, Santiago, Chili.

C.E.P.I.I. (1983)

L'économie mondiale : la montée des tensions. Economica, Paris.

C.T.C. (1983)

Transnational Corporations in World Development, Third Survey,
Nations Unies, New-York.